



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

CP.TEIA/2002/11
10 septembre 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION
SUR LES EFFETS TRANSFRONTIÈRES
DES ACCIDENTS INDUSTRIELS

Deuxième réunion, 6-8 novembre 2002
(Point 6 b) de l'ordre du jour provisoire)

**RAPPORT INTÉRIMAIRE DU GROUPE SPÉCIAL MIXTE D'EXPERTS
DE L'EAU ET DES ACCIDENTS INDUSTRIELS**

Établi par les Coprésidents avec l'assistance des secrétariats des Conventions

Introduction

1. On trouvera dans le présent document un résumé des principaux résultats des travaux entrepris par le Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels depuis la première réunion de la Conférence des Parties à la Convention CEE sur les effets transfrontières des accidents industriels (Convention sur les accidents industriels), tenue en novembre 2000 à Bruxelles. Pendant cette période, le Groupe spécial mixte a tenu trois réunions: i) les 18 et 19 octobre 2001 à Berlin, ii) les 15 et 16 avril 2002 à Budapest, et le 4 juillet 2002 à Genève (réunion élargie¹). Le présent rapport est communiqué à la deuxième réunion de la Conférence

¹ Le Groupe spécial mixte a tenu sa réunion élargie à la suite d'une demande formulée à sa troisième réunion par le Groupe de travail sur la responsabilité civile (Groupe de travail visant à établir un projet d'annexe II (concernant la limitation de la responsabilité financière) à l'instrument juridiquement contraignant sur la responsabilité civile en cas de dommages transfrontières causés par des activités dangereuses dans le cadre des deux Conventions (MP.WAT/AC.3/2002/6 – CP.TEIA/AC.1/2002/6, par. 44). À cette fin, des juristes des pays membres de la CEE intéressés et des représentants du secteur des assurances ont été invités à participer à la troisième réunion du Groupe spécial mixte.

des Parties à la Convention sur les accidents industriels, ainsi qu'aux Parties à la Convention CEE sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Convention sur l'eau).

Contexte

2. Les accidents industriels majeurs peuvent avoir des effets transfrontières de grande ampleur et entraîner une pollution accidentelle des eaux. C'est pourquoi, les Signataires de la Convention sur les accidents industriels et les Parties à la Convention sur l'eau ont décidé d'aborder, dans un esprit de collaboration, les questions relatives à la prévention de la pollution accidentelle des eaux transfrontières.

3. À la suite de cette collaboration, un atelier sur la prévention des accidents chimiques et la limitation de leurs effets sur les eaux transfrontières s'est tenu à Berlin (7-9 mai 1998). Sur la base des résultats de cet atelier, la septième Réunion des Signataires de la Convention sur les accidents industriels (13-15 mai 1998) a proposé de créer un groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels (Groupe spécial mixte) relevant des deux Conventions. À sa première réunion en septembre 1998, le Groupe de travail sur la gestion de l'eau, établi au titre de la Convention sur l'eau, a adopté cette proposition. Par la suite, le Groupe spécial mixte a tenu deux réunions au cours desquelles le Séminaire sur la prévention des accidents chimiques et la limitation de leurs effets sur les eaux transfrontières (Hambourg, 4-6 octobre 1999) a été préparé. Les conclusions et recommandations du Séminaire ont été adoptées à la deuxième Réunion des Parties à la Convention sur l'eau, tenue à La Haye (23-25 mars 2000) et approuvées à la première réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur les accidents industriels, tenue à Bruxelles (22-24 novembre 2000).

4. Les Parties aux deux Conventions ont élargi le mandat du Groupe spécial mixte en lui demandant d'apporter son appui et son concours à la mise en œuvre des recommandations précitées et ont approuvé le futur programme de travail du Groupe, tel qu'il figure dans la décision 2000/5 concernant la prévention de la pollution accidentelle des eaux, adoptée à la première réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur les accidents industriels (ECE/CP.TEIA/2, annexe VI).

I. PRINCIPALES ACTIVITÉS

5. On trouvera à la présente section des informations sur les résultats des travaux du Groupe spécial mixte dans les principaux domaines qui relèvent de sa compétence:

a) Inventaire des directives de sécurité existantes et des pratiques optimales en matière de prévention de la pollution accidentelle des eaux transfrontières

6. Un inventaire des directives de sécurité existantes et des pratiques optimales en matière de prévention de la pollution accidentelle des eaux transfrontières est en cours d'élaboration et, conformément à la recommandation du Groupe, sera progressivement publié sur Internet (<http://www.unece.org/env/teia/water.htm>) par les secrétariats des deux Conventions. L'objectif est de créer une base de données concernant les directives en matière de prévention de la pollution accidentelle des eaux. Conformément à la décision du Groupe, l'inventaire comprendra les quatre sections suivantes:

- i) Directives régionales CEE en matière de sécurité (par exemple, recommandations du Séminaire de Hambourg);
- ii) Directives de sécurité adoptées par les commissions fluviales internationales (par exemple, organes conjoints pour la protection de l'Elbe, du Danube et du Rhin);
- iii) Directives de sécurité adoptées par des organes bilatéraux; et
- iv) Directives et/ou normes techniques nationales de sécurité.

7. Le Groupe spécial mixte a fourni les données correspondant aux sections i) et ii) de l'inventaire. Par ailleurs, il a demandé à tous les points de contact désignés aux fins des deux Conventions des renseignements concernant les sections iii) et iv). Cinq pays (Allemagne, Croatie, France, Hongrie et Irlande) ont répondu et communiqué des informations nationales complémentaires. Toutefois, ce processus devrait être considéré comme permanent et tous les pays sont invités à fournir d'autres renseignements pertinents afin de contribuer à la qualité de l'inventaire.

b) Aide à l'adaptation de ces directives aux besoins et conditions particuliers des bassins hydrographiques

8. La délégation allemande a présenté un projet de transfert de technologies dans le domaine de la protection des eaux en milieu industriel vers la République de Moldova, la Roumanie et l'Ukraine. L'objectif de ce projet est d'aider les pays d'Europe centrale et orientale à introduire des mesures de sécurité visant les activités dangereuses, l'accent étant mis sur la protection des rivières transfrontières. À cet effet, des listes de vérification ont été établies sur la base des recommandations en matière de sécurité formulées par la Commission internationale pour la protection du Rhin et la Commission internationale pour la protection de l'Elbe aux fins de l'examen et de l'évaluation des installations industrielles qui utilisent des substances et préparations présentant un danger pour l'eau (<http://www.ingenius-berlin.de/jeg/web/methodology.html>). Le Groupe spécial mixte a considéré que de telles listes de vérification étaient utiles pour analyser les mesures à prendre dans le cas d'activités présentant un danger pour les eaux.

9. Le Groupe spécial mixte a également pris note de l'évolution récente dans le bassin du Danube, qui a vu l'établissement d'un plan d'orientation pour le système international d'alerte, la compilation d'un inventaire des zones dangereuses, ainsi que la mise au point d'une méthodologie permettant l'analyse des sites à risque.

10. Le Groupe a également été informé que le Ministère hongrois de l'environnement dressait, sur la base d'un SIG, un inventaire de la pollution potentielle.

11. Un autre projet visant à mettre au point une méthodologie permettant d'évaluer rapidement les risques que présentent les activités industrielles pour la santé et l'environnement était piloté par l'Italie, sous les auspices de l'OMS/EURO. Les résultats de ce projet seront examinés par le Groupe spécial mixte à une de ses réunions suivantes.

c) Définition des règles de sécurité et des pratiques optimales applicables aux barrages de rétention de résidus, aux oléoducs et à la navigation fluviale

12. Le Groupe spécial mixte a décidé d'élaborer en priorité des règles de sécurité concernant les oléoducs. Dans un premier temps, la délégation de la Fédération de Russie a proposé d'établir un document de synthèse reflétant l'expérience russe, aux niveaux national et transfrontière. Ce document sera communiqué au Groupe spécial mixte avant sa quatrième réunion, qui devrait avoir lieu au printemps 2003.

13. Le Groupe spécial mixte est également convenu de traiter, après avoir mené à bien la tâche ci-dessus, les questions relatives aux règles de sécurité et aux pratiques optimales applicables aux barrages de rétention de résidus et à la navigation fluviale.

d) Systèmes d'alerte et de notification

14. Le Groupe spécial mixte a noté que l'efficacité des mesures d'intervention à la suite d'un accident industriel dépend souvent de celle des systèmes d'alarme et d'alerte avancée. À cette fin, il a souligné que les systèmes d'alerte fluviale et le système CEE de notification des accidents industriels devraient être aussi performants que possible et opérationnels à tout moment. Le Groupe a également reconnu la nécessité d'une coordination plus poussée entre les points de contact des systèmes d'alerte fluviale et le réseau de points de contact établi au titre du système CEE de notification des accidents industriels.

15. En Suisse, une consultation avait été organisée entre le point de contact du système d'alerte fluviale du Rhin à Bâle et celui du système CEE de notification des accidents industriels à Zurich. Cette consultation avait permis d'améliorer la coordination et les voies de communication concernées. Le Groupe spécial mixte a préconisé que des consultations similaires entre les points de contact des systèmes d'alerte fluviale et les points de contact relevant du système CEE de notification des accidents industriels se déroulent dans d'autres pays membres de la CEE.

e) Exercices d'intervention internationaux

16. Le Groupe a estimé que les exercices de simulation d'accidents et la formation dans ce domaine étaient un élément important pour maintenir des capacités d'intervention efficaces. À cet égard, il s'est félicité des résultats de deux événements de ce type organisés dans le cadre des Conventions CEE sur les accidents industriels et sur l'eau:

- i) L'atelier et les exercices internationaux sur la sécurité industrielle et la protection des eaux dans les bassins fluviaux transfrontières – Tiszaújváros (Hongrie), 3-5 octobre 2001 (CP.TEIA/2001/6 – MP.WAT/WG.1/2001/4); et
- ii) L'exercice d'intervention transfrontière russo-polonais «Kotki 2002» et le Séminaire international sur les accidents industriels (préparation, intervention et atténuation des effets transfrontières) – Ketrzyn (Pologne), 13-15 juin 2002 (CP.TEIA/2002/4 – MP.WAT/WG.1/2002/3).

f) Plan d'intervention transfrontière

17. Les éléments clefs d'une étude pilote visant à définir un plan d'urgence commun pour le Szamos, rivière qui coule en Hongrie et en Roumanie, ont été présentés au Groupe spécial mixte. L'avancement de la mise en œuvre de ce projet sera suivi par le Groupe à ses réunions suivantes. Le Groupe continuera d'encourager l'établissement de plans d'urgence conjoints dans le contexte transfrontière.

g) Méthodes d'identification des activités dangereuses impliquant des quantités de matières plus faibles que celles qui sont spécifiées à l'annexe I de la Convention sur les accidents industriels

18. Le Groupe spécial mixte examinera cette question ultérieurement.

II. ACTIVITÉS IMPRÉVUES

19. Un nouvel instrument juridiquement contraignant sur la responsabilité civile en cas de dommages transfrontières causés par des activités dangereuses relevant des deux Conventions fait actuellement l'objet de négociations au sein du Groupe de travail intergouvernemental sur la responsabilité civile (Groupe de travail) comme l'en ont décidé à leur session extraordinaire conjointe les organes directeurs des Conventions sur les accidents industriels et sur l'eau, tenue à Genève les 2 et 3 juillet 2001.

20. À la demande du Groupe de travail, le Groupe spécial mixte a fourni des conseils techniques sur la procédure d'établissement de l'instrument relatif à la responsabilité civile.

21. Dans un premier temps, le Groupe spécial mixte a établi un projet de liste des substances dangereuses et de leurs quantités seuils, substances dont la libération dans l'environnement à la suite d'un accident industriel présente un danger pour le milieu aquatique. Cette liste constituera l'annexe I de l'instrument juridiquement contraignant et facilitera la définition des activités dangereuses auxquelles il s'applique.

22. Dans un second temps, à une réunion élargie, le Groupe spécial mixte a établi un projet de limitation de la responsabilité financière aux fins de l'instrument sur la responsabilité civile, qui constituera son annexe II. Des juristes des pays membres de la CEE intéressés et un représentant du secteur des assurances ont également participé à cette réunion¹.

III. ACTIVITÉS FUTURES

23. Le Groupe spécial mixte prévoit de poursuivre la mise en œuvre de son programme de travail, en particulier la définition de règles de sécurité et de pratiques optimales applicables au transport par oléoducs de substances dangereuses pour l'environnement.

24. Par ailleurs, comme suite aux décisions des Parties aux deux Conventions, le Groupe apportera son appui et son concours à la mise en œuvre des conclusions et recommandations du Séminaire de Hambourg. Celles-ci concernent principalement les mesures de sécurité à prendre pour prévenir une pollution accidentelle des eaux. Il est prévu que les Parties aux deux Conventions mettent en œuvre ces conclusions et recommandations avant 2005 (pour les pays à économie de marché) et avant 2010 (pour les pays en transition) et présentent un rapport

à la Conférence des Parties à la Convention sur les accidents industriels et à la Réunion des Parties à la Convention sur l'eau. Les organes directeurs examineront la mise en œuvre de ces conclusions et recommandations.

25. Cet examen nécessitera de définir des procédures communes pour l'établissement et la présentation des rapports et d'évaluer les différents rapports communiqués par les Parties aux deux Conventions. Étant le seul organe conjoint établi au titre des deux Conventions, le Groupe spécial mixte a estimé qu'il serait l'instance la plus appropriée pour entreprendre ces deux tâches.

26. La Conférence des Parties à la Convention sur les accidents industriels et la Réunion des Parties à la Convention sur l'eau devraient prendre leurs décisions en conséquence.

IV. ÉVALUATION DU GROUPE SPÉCIAL MIXTE D'EXPERTS

27. Le Groupe spécial mixte d'experts est en mesure d'appuyer notablement les travaux effectués dans le cadre de la Convention sur les accidents industriels et de la Convention sur l'eau. Il peut devenir un important forum d'échange d'informations sur les questions relatives à la prévention de la pollution accidentelle des eaux transfrontières. Pour cela, plusieurs conditions doivent être remplies:

a) Le Groupe doit bénéficier d'un soutien ferme et identique des organes directeurs des deux Conventions. Ses travaux doivent être axés sur la demande et celle-ci devrait émaner des deux instances;

b) Les experts représentant certains pays en transition ont besoin d'un soutien pour participer aux travaux du Groupe. Un tel soutien financier doit être assuré par des efforts et des contributions conjoints provenant des Parties aux deux Conventions;

c) La participation des experts devrait être renforcée; un nombre plus important de pays membres de la CEE devrait être représenté et prendre une part active aux travaux du Groupe. Les pays qui s'étaient dits intéressés par la désignation d'experts et qui ne sont pas représentés à ce jour devraient désigner leurs experts dès que possible. Tous les autres pays membres de la CEE sont invités à faire de même;

d) Pour que les travaux du Groupe soient couronnés de succès, il importe également que les experts désignés par chaque pays y participent avec une certaine continuité;

e) Chaque question du programme de travail du Groupe devrait être pilotée par un pays chef de file, qui serait responsable de l'avancement des projets en la matière;

f) Les réunions du Groupe spécial mixte devraient être organisées à des intervalles qui permettent d'obtenir les résultats escomptés par les deux organes directeurs. Elles devraient de préférence être tenues dans plusieurs pays membres de la CEE représentés au sein du Groupe, en alternance. À cet égard, les propositions de la Fédération de Russie et de la Croatie d'accueillir les prochaines réunions sont les bienvenues.
